
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris
(Institut historique allemand)
Band 5 (1977)

DOI: 10.11588/fr.1977.0.48729

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

Résumés Français

Joseph-Claude POULIN

Hagiographie et politique. La première Vie de saint Samson de Dol

A titre de plus ancien monument de l'hagiographie bretonne, la *Vita Ia Samsonis* occupe une position-clé dans l'histoire de la péninsule armoricaine pendant le haut moyen âge. La question de sa datation a notamment fait couler beaucoup d'encre, sans que les érudits puissent réconcilier leurs points de vue; les uns, comme La Borderie et Duine, la tiennent pour un document du début du VIIe s., alors que d'autres, comme Fawtier, la rajeunissent jusqu'au VIIIe-IXe s. Ce dossier méritait un réexamen, non plus seulement sur le terrain de l'histoire littéraire ou événementielle, mais en relation avec les circonstances de l'histoire locale et régionale qui peuvent aider à mieux en saisir la portée.

L'auteur de la *Vita Ia Samsonis* a puisé l'essentiel de son inspiration chez Sulpice Sévère, et non chez Grégoire le Grand, comme on le croyait à la suite de Duine. Les emprunts ou démarquages ponctuels de la *Vita Martini Turonensis* bien que fort nombreux, sont toutefois surpassés en importance par le fait que l'anonyme dolois a calqué le plan même de la Vie de saint Martin, tel que mis en évidence par l'édition Fontaine; en l'absence d'une information historique suffisamment étoffée, Samson prend ainsi l'allure d'un nouveau saint Martin.

Cette application méthodique à faire pièce à l'évêque de Tours paraît trahir une volonté de prendre ses distances avec la métropole tourangelle, dans le cadre des manœuvres de Nominoé pour restaurer l'autonomie bretonne face à l'influence franque; c'est pourquoi la *Vita Ia Samsonis* pourrait dater du second quart du IXe s. et prendre place parmi les prodromes de la querelle métropolitaine de Dol. L'auteur n'ose pas encore affirmer trop nettement le caractère épiscopal de Samson ni l'existence d'un évêché à Dol au VIe s.; la *Vita Iia Samsonis* les proclamera avec éclat peu après 848-850.

Peter BROMMER

Les sources des *capitula* de Raoul de Bourges

L'analyse entreprise en 1713 par E. Baluze des sources du capitulaire épiscopal de Radulfe de Bourges (840/1-866) rédigé peu après 853, fit apparaître cet écrit de droit ecclésiastique avant tout comme un extrait du premier capitulaire épiscopal de Théodulfe d'Orléans. Des études minutieuses font ressortir cependant que Radulfe s'est appuyé sur plusieurs groupes de sources. Ainsi, à côté de la collection de capitulaires d'Ansgise, il utilise une citation du »Capitulare missorum Suessionense« (853). Des conciles, il reprit des décrets d'Ancyre (314), Carthage (349), Agde (506), Chalon (813) et Mayence (813). Les écrits des Pères tiennent une place relativement petite (lettre du pape Grégoire I et le traité »De ecclesiasticis officiis«). La collection de canons de Martin de Braga et le livre pénitentiel de Halitgar de Cambrai furent importants pour

lui. Le traité »De institutione clericorum« de Raban Maur est utilisé à deux reprises. Les citations préférées par Raoul indiquent une grande proximité temporelle avec ses *capitula*.

LUCIEN MUSSET

Aux origines d'une classe dirigeante: les Tosny, grands barons normands
du X^e au XIII^e siècle

L'article cherche à établir, par l'étude méticuleuse des Tosny et de leurs terres entre la fin du X^e siècle et 1204, quelques traits utiles à une histoire de l'aristocratie normande à l'époque ducale. Originaires de la France royale, dotés par un parent archevêque de Rouen aux dépens de sa cathédrale et de l'abbaye de Saint-Ouen, les Tosny ont ensuite fait fortune par la faveur des ducs, qui leur ont procuré une nouvelle dotation foncière au début du XI^e siècle. Très tôt ils ont pris la tête de l'expansion guerrière de la chevalerie normande vers l'Italie du Sud et l'Espagne, puis en Angleterre, mais après 1066 ils se contentèrent de jouir de fiefs très étendus. Leur fortune anglaise, bien supérieure à leur fortune normande, les attira de plus en plus et, lors des choix décisifs de 1204, ils optèrent pour la fidélité au roi Jean.

En se fondant surtout sur la documentation diplomatique, et notamment sur les chartes très peu utilisées de l'abbaye de Conches, leur fondation favorite, on cherche à établir la consistance de leur »honneur« normand. Il avait deux centres, Tosny et Conches, et des extensions importantes en Vexin normand et dans le Pays de Caux, plus des appendices minimes en Cotentin. On tente également de connaître leurs principaux vassaux, leur entourage et le peu que l'on sait de leur administration, apparemment plutôt rudimentaire.

De cette étude résultent quelques conclusions de portée générale: le caractère composite de la classe dirigeante normande, sa dépendance envers les ducs, sous la menace constante de l'exil et de la confiscation; l'absence de cohésion territoriale des fiefs et des arrière-fiefs; la gestion timorée des biens continentaux après 1066 et l'importance des querelles de voisinage; enfin et peut-être surtout la continuité de l'histoire foncière normande de l'époque carolingienne à l'époque ducale, malgré la grande crise des invasions scandinaves.

JAN VAN DER MEULEN

Chartres: la création du monde sous l'angle historique

Les cathédrales du moyen âge doivent être comprises comme des documents historiques dans la mesure où elles dissimulent des traditions plus anciennes: dissimulation tant de la structure physique déterminée par la liturgie que des idées, de l'iconographie. La conservation de l'ancienne façade occidentale lors de la reconstruction de la cathédrale de Chartres après 1194 préserva dans la zone du tympan du portail nord une représentation théologique chrétienne de la création du monde figurée par la symbolique de la lumière de saint Jean, représentation que l'histoire de l'art a, jusqu'à présent, considérée de façon erronée comme étant une ascension; l'interprétation théologique des détails est confirmée par des comparaisons iconographiques.

Le geste du Créateur flanqué d'anges (symbolisant la lumière) remonte à la tradition – datant de la fin de l'antiquité et des débuts de l'art chrétien – des basiliques des princes des apôtres à Rome, mais il est en fait dirigé, conformément à la théologie

augustinienne, contre les mauvais anges tombant en enfer; cette tradition iconographique remonte au 10^e siècle, mais c'est après 1200 qu'on en rencontre les parallèles les plus nets. Une datation du portail aux environs de 1150 n'a pas de fondement scientifique. Tant l'image du cycle terrestre et céleste, représentée par la colombe dans l'archivolte (providence, parallèle iconographique des 10^e-12^e s.) que le collège des apôtres trônant en disputation sur le linteau inférieur (préexistence de l'Eglise, saint Jean 15, 27; les apôtres comme le début de la Nouvelle Création du monde) sont complétés sur les portails voisins, expliquant le sur-temporel de la *concordia testamentorum*, montrant la Révélation à deux époques de l'histoire. La création du monde était interprétée comme théophanie (saint Jean jusqu'à Hugues de Saint-Victor) de la même manière que la visionnaire *majestas domini* sur le portail du milieu. La représentation de Dieu (et non de la sainte Vierge) sur les trois tympan de la façade-ouest forme ainsi, par sa composition eschatologique, une image théologique du monde – non lisible de manière successive – dépassant la notion terrestre du temps ainsi que le récit exclusivement narratif des événements historiques: création, incarnation et rédemption en Jésus-Christ. Cette théophanie (primitivement d'un or étincelant) révélait au fidèle sa propre participation physique à la divinité (Bernard de Chartres, l'existence en soi). La conscience du présent se trouva incorporée dans une foi connaissant le début et la fin du monde; la notion d'un temps successif était inexistante, de même que celle d'une historiographie correspondante. Le changement de cette conception au cours de la discussion sur l'image aristotélicienne du monde au 13^e siècle se reflète sur le 2^e cycle de la création du portail nord; pourtant, à côté des réminiscences des systèmes de représentation de la fin de l'Antiquité, se manifeste déjà l'accomplissement de la tradition augustinienne de Bonaventura.

Werner PARAVICINI

Stratification sociale et mobilité sociale à la cour des ducs de Bourgogne

L'exposé, fruit du travail d'édition des ordonnances de l'hôtel des Ducs de Bourgogne, donne un abrégé des grades et du franchissement des grades à la cour de Bourgogne vers le milieu du XV^e siècle. Le texte de base est l'ordonnance de l'hôtel de 1449 qui, comme le montrent de nombreux additifs, fut en vigueur jusqu'en 1458. Dans une première partie cette ordonnance est présentée ainsi que les diverses charges à la cour, dans une deuxième partie est décrite la hiérarchie des gages, des titres (*écuyer, messire, chevalier bachelier et chevalier banneret, seigneur de, monseigneur de, comte, cousin*) et des signes visibles de grades (vêtement, meubles). La troisième partie traite des formes de promotion, tout d'abord de «l'avancement» à l'intérieur d'un grade où l'on aborde plus précisément la relation entre la charge à la cour et la dignité de chevalier, ensuite des cas de promotion qui passent par-dessus les grades (élévation au rang de prince, comte, baron, banneret) et des diverses formes d'anoblissement, de la relation de la charge et de l'élévation à la noblesse, du rang social des anoblis. Une brève quatrième partie effleure la question de la structure sociologique de la société de cour.

Sont donnés en appendice: 1) le texte complété par la désignation des charges d'une «écroe» de gages de la cour du duc Philippe le Bon du 11 novembre 1450; 2) un relevé des adouvements de la guerre de Gand de 1452-53 et de leurs conséquences lisibles dans l'ordonnance de l'hôtel de 1449-1458; 3) une liste des membres de la cour de Bourgogne qui sont devenus nobles par adouvement.

Hans SCHMIDT

La conversion et la sécularisation comme armes politiques à la fin de l'époque confessionnelle. Sources nouvelles sur la politique du duc Ernest Auguste de Hanovre à la veille de la Paix de Nimègue.

Une découverte de documents dans les archives bavaroises secrètes de Munich qui, au delà les résultats de «Les négociations ecclésiastiques de réunion dans la deuxième moitié du XVII^e siècle. Ernest Auguste de Hanovre et l'église catholique» de Philippe Hildebrandt (Bibliothèque de l'institut historique prussien à Rome, vol. XIV, Rome 1922), permet de jeter un coup d'œil approfondi sur les dessous des négociations et fournit avant tout de nouvelles informations sur les motifs de l'Osnabruckien, a donné lieu à cet article. Le rôle du duc Philippe Wilhelm de Pfalz-Neubourg comme médiateur, apparaît maintenant plus clairement. C'est le Neubourgeois qui, en réalité, a mis en route ces négociations qui lui furent suggérées par le ministre d'Ernest Auguste, le baron Franz Ernest von Platen. Platen mena aussi les négociations avec le Neubourgeois. Ernest Auguste se garda bien de se montrer lui-même. De lui personnellement il n'existe, typiquement, aucune pièce écrite dans toute la correspondance concernant les prétendues intentions de conversion.

Il ressort de façon assez certaine des archives de Munich que toute «l'offre de conversion» n'était qu'une manœuvre tactique des Guelfes avec pour but de se créer pour eux un propre territoire sur les évêchés sécularisés d'Osnabruck et de Hildesheim. Ernest Auguste, indifférent au point de vue religieux et qui, par ironie du sort, était évêque luthérien d'Osnabruck, utilisa sans scrupule les convictions religieuses de ses partenaires dans sa tentative pour se procurer des avantages de cette façon. La rencontre entre des représentants d'une politique déjà complètement sécularisée, pour qui il s'agissait uniquement de pouvoir et d'influence d'une part, et des politiciens qui étaient encore, dans une large mesure, attachés à l'âge confessionnel d'autre part, donne à ces négociations un certain attrait pour l'historien d'aujourd'hui. Le fait que l'on doive, d'une façon plus grande encore que jusqu'ici, considérer avec scepticisme et circonspection quant à leur motivation, les conversions princières à l'époque d'après la paix de Westphalie, peut être retenu comme un résultat capital de la recherche.

Rolf REICHARDT

Pour une histoire sociale du mouvement des lumières en France

L'article tente, avec une certaine audace, de systématiser des éléments particuliers dispersés de la nouvelle «Histoire sérielle au troisième niveau» et, en complément à l'histoire traditionnelle des idées, d'esquisser les philosophes des lumières comme groupe social, de même que d'étudier la diffusion de leur idéologie. En partant de la compréhension de soi concevable quant à l'histoire du concept et orientée rationnellement et socialement des philosophes, l'«Establishment» d'élite des philosophes des lumières est classé par les exemples des collaborateurs de l'Encyclopédie et des membres des académies provinciales, dans la société de l'Ancien régime. Par lui il faut distinguer un prolétariat rationaliste des «révolutionnaires culturels» ultérieurs. Il en résulte l'hypothèse d'une scission croissante idéologique et sociale du bas siècle des lumières à partir de 1760/70 en une aile relativement conservatrice et une aile radicale.

La diffusion sociale de la philosophie des lumières, dont les conditions culturelles s'expliquent, pour une bonne part, par l'étude de l'alphabétisation, est examinée au moyen de la sociologie du livre et du lecteur. Des interprétations statistiques des cata-

logues de la «Direction de la Librairie», ainsi que des études sur le livre et l'édition des régions particulières montrent une tendance à la sécularisation et la politisation de la lecture, mais seulement peu de traces des écrits polémiques »philosophiques« des lumières; les livres scolaires, les catalogues des bibliothèques privées, la littérature populaire et les périodiques contemporains donnent une information analogue. Par contre la correspondance d'affaires du prolétariat littéraire et surtout des marchands de livres interdits prouve la forte diffusion d'une véritable pornographie politique pendant la basse période des lumières, et cela jusque dans les petites villes de province. Des nouveaux travaux d'histoire de la mentalité complètent cette constatation: surtout dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, la déchristianisation plus ou moins liée avec la philosophie des lumières atteignit, au-delà de la bourgeoisie, de larges parties des couches foncières, de sorte que la révolution n'eut qu'à donner l'ultime impulsion.

Richard van DÜLMEN

Les sociétés des lumières en Allemagne

La présente étude donne un premier aperçu sur la multiplicité des sociétés des lumières qui sont nées dans le XVIII^e siècle allemand, et voudrait par là attirer l'attention sur un important problème de recherche. En partant de la conviction que les sociétés représentent une forme particulière située entre la coopération féodale et l'association bourgeoise, qu'en outre elles sont de ce fait un véhicule déterminant d'émancipation bourgeoise, et finalement que ceci n'est définissable dans son importance et sa fonction que dans un contexte général de développement social au XVIII^e siècle, l'article présente brièvement, en trois grandes phases, les huit types les plus marquants de sociétés des lumières: les sociétés savantes et les sociétés allemandes du début du siècle, les ordres de francs-maçons et les sociétés »patriotiques«, vers le milieu du siècle, et finalement l'Alliance secrète des Illuminés, les sociétés de lecture, les sociétés littéraires et les sociétés nationales connues aussi comme club des Jacobins à la fin du siècle. La structure de toutes ces sociétés, c'est la libre association d'hommes qui veulent servir la philosophie des lumières, la science et la vertu ainsi que leur diffusion, soit par autoformation, soit par la discussion et l'engagement public. Le moyen de transformation en société est la discussion érudite sur tous les sujets sociaux temporels; sont exclus les thèmes religieux et politiques, c'est à dire des thèmes qui ont été institutionnalisés dans le système absolutiste. Si tant est que la société érudite demeure jusque vers la fin du siècle, le modèle de toutes les sociétés, un important changement va s'accomplir cependant à l'intérieur de ces sociétés des lumières. A la place des savants autonomes apparaît le bourgeois moral. Si la société est née, à l'origine, dans le contexte d'un développement seigneurial et national, on voit s'opérer, de façon visible, à la fin du siècle une séparation de la société et de l'état, ce qui eut des conséquences sur la structure d'organisation et sur la fixation du but. Dans la mesure où l'amitié, qui constitue toutes les sociétés, devient un lien personnel, la culture bourgeoise se détache des intérêts immédiatement nationaux. Il est vrai qu'à l'extérieur de la société nationale, on ne parvient pas à une politisation générale, mais cependant à une conscience et à la réflexion sur les problèmes politico-sociaux qui ont marqué de façon décisive la socialisation des philosophes des lumières allemands. L'importance des sociétés résidait en premier lieu dans le fait qu'ici pour la première fois, une nouvelle couche sociale, celle du bourgeois rationaliste ou de la classe moyenne bourgeoise, créait un forum qui rendait possible l'articulation de ses intérêts et qui voyait des buts sociaux dans la philosophie des lumières et dans la culture, en second lieu dans l'expérience des membres que seules une pensée et une action commune peuvent favoriser le bien public, que la philosophie des lumières et la culture

doivent être organisées indépendamment du pouvoir princier, et enfin et surtout que dans l'exercice du comportement démocratique selon des règles appliquées d'elles-mêmes et strictement surveillées, les débuts d'un public bourgeois sont constitués sur la base d'une auto-détermination bourgeoise.

Karl HAMMER

Les musées dans la politique culturelle de la Prusse au XIX^e siècle

Les musées de Berlin occupent une place importante dans la vie culturelle allemande. L'article examine quatre phases successives du développement des musées: l'origine et la création des collections princières; la prise en charge de ces collections par l'état et la création des musées royaux – 1786–1830; le développement des musées jusqu'à la fondation du Reich – 1830–1871; un panorama d'un impérialisme régnant dans les musées sous la direction de Bode – 1871–1918; et un coup d'œil rapide sur l'époque de la révolution à nos jours.

Les Hohenzollern, doués de sens pratique et réalistes, au demeurant plutôt économe, sont une dynastie qui n'a guère connu de mécènes ni de collectionneurs. Pourtant ils ont eu quelques-uns qui ont réuni les premiers éléments des musées berlinois: Le Grand Electeur et Frédéric le Grand.

Dans la Prusse d'avant l'époque des réformes s'était manifesté l'aspiration de voir ces collections jusqu'alors réservées exclusivement au monarque et à un cercle restreint, devenir accessibles à un public plus large et, en particulier, faire l'objet de recherches pédagogiques et scientifiques. Mais il a fallu presque cinq décennies pour atteindre le grand but: La création d'un musée à Berlin. A l'origine le projet porte la marque utilitaire, voici – en 1830 – le musée incarne la réalisation de l'idée classique, mais un changement d'attitude face à l'art intervient dès l'année de la fondation, une conséquence du passage du classicisme au romantisme. On se met à considérer les collections d'un point de vue scientifique, historique. Séparées de la vie personnelle du prince, elles deviennent monument et bien culturel, propriété de la communauté à la charge de l'état.

A un printemps radieux ne succède pas un été luxuriant. On note un certain fléchissement au cours des ans après la création du musée. Le nouveau courant néglige la mission artistique, il vise surtout la recherche scientifique. Cette attitude entraîne la transformation des collections en une sorte d'appareil des sciences et de l'art. Le musée ne répond plus à sa vocation. Le projet de Frédéric Guillaume IV d'aménager un forum destiné aux arts échoue; les moyens des musées sont réduits. Mais dès le milieu du siècle arrive de l'extérieur une impulsion nouvelle.

La fondation du Reich, en 1871, revêt une grande importance pour les musées. L'état prussien entreprend alors la rénovation systématique de ses collections d'art. Peu à peu, un courant presque impérialiste anime la politique des acquisitions. Tous les efforts ont pour but de doter la capitale de la Prusse, maintenant capitale du Reich, d'un musée de même rang que ceux des grandes capitales européennes. C'est Wilhelm von Bode qui est pendant plus d'un demi-siècle le principe d'impulsion d'un organisme dont il assume la direction au moment opportun. Il fit de la capitale politique une capitale de musées. L'essor des musées est relié tant au renouveau politique qu'à l'expansion économique du temps. L'ambition caractérise la politique des achats. Parallèlement au développement des musées se poursuit la tâche de rendre les collections utiles à la science et à la culture.

D'après la première guerre mondiale on se remet à collectionner, pourtant d'une manière plus modeste qu'autrefois, mais quand même quelques importantes acquisitions sont réalisées. Les événements après 1933 ont laissé leur trace dans les musées ber-

linois. Ensuite la deuxième guerre mondiale a été catastrophique: destruction de nombreux édifices, incendies, vols. La division de la capitale du Reich entraîne celle du trésor artistique de la Prusse en deux parties. Mais les musées de Berlin – ceux de l'Est et de l'Ouest – continuent à répondre à leur double création: Se sont des lieux de culture et de recherche.

Wolf D. GRUNER

La question belgo-luxembourgeoise dans la politique européenne (1830–1839). Considérations sur les facteurs décisifs politiques, économiques, sociaux et idéologiques des intérêts de la Confédération germanique, de la Grande-Bretagne et de la France

Jusqu'ici nous manque une étude sur la révolution belge de 1830 et la sécession de la Belgique d'avec les Pays-Bas, du point de vue des relations d'interaction des éléments de politique étrangère, de politique de sécurité, de politique intérieure, d'économie du développement et de l'idéologie. A cela il faut ajouter des facteurs de politique nationale ainsi que les conditions particulières du système international contemporain. Au centre de l'étude on trouve par conséquent la question de savoir jusqu'à quel point les facteurs décisifs mentionnés se sont répercutés sur la politique de la Grande-Bretagne, de la France, de la Confédération germanique, de la Belgique et des Pays-Bas, et ont rendu possibles ou empêché leurs développements.

Une première section traite de la naissance du royaume uni des Pays-Bas dans les conférences et congrès des années 1813/15, des motifs et des considérations qui ont finalement été décisives pour sa création sous la forme d'une union des provinces du nord et du sud. Les objectifs britanniques qui ne résultèrent pas seulement de nécessités politiques de puissance et de sécurité ou économiques sont ici centraux. Des considérations de politique intérieure ont justement déterminé la politique britannique d'une façon beaucoup plus grande qu'on ne l'avait supposé jusqu'à présent. Nous trouvons ici pour la première fois des éléments structurels de la politique britannique qui, compte-tenu de son caractère, doit être qualifiée d'«*Appeasement*», car la réalisation d'une politique de changement pacifique à l'intérieur exigeait un environnement international si possible sans crise, un système en équilibre.

Une deuxième section analyse les intérêts et les oppositions d'intérêts entre la France et la Grande-Bretagne au temps de la restauration en y incluant les constellations politiques intérieures. La concurrence politique et économique en Méditerranée, en Amérique du Sud, sur la péninsule ibérique et aussi aux Pays-Bas, telle qu'elle s'est développée après 1819, fut capitale pour l'échec de l'alliance libérale dans les années trente. La tendance de la politique française de contribuer à la stabilisation du système de politique intérieure au moyen de succès dans la politique extérieure, son objectif d'écarter ou de vider l'ordre de Vienne se trouvaient, tout comme la stratégie pour la solution du conflit, en vive opposition avec les conceptions britanniques. C'est pourquoi en 1830, la Grande-Bretagne croyait pouvoir assurer la paix européenne de la meilleure façon par une politique d'entente et de collaboration et s'offrit de cette façon la possibilité d'agir de manière codéterminante sur la politique française.

Une autre section s'occupe des développements politiques, économiques et sociaux aux Pays-Bas de 1815 à 1830, ainsi que des causes de la révolution de Bruxelles en août 1830. L'intégration des provinces du nord et du sud n'échoua pas pour des raisons économiques, même si l'importance se déplaçait en faveur du sud. Elle échoua avant tout dans le domaine politique. La forte composante économique de la politique étrangère néerlandaise, les ambitions de grande puissance et la politique fédérale largement destructive créèrent la condition requise pour que les grandes puissances européennes soient disposées à consentir une séparation de la Belgique d'avec la Hol-

lande. Il faut encore mettre en évidence le fait que dans une façon structurelle de voir, on ne peut maintenir la conception assez ancienne de révolution nationale.

Avant ces conditions extérieures il faut regarder la section centrale de l'étude qui traite des conditions de solution de la question belgo-luxembourgeoise. On y voit que la naissance de l'état belge indépendant et économiquement stable a été rendue possible, dans la phase décisive de 1830/31, par le fait que les autres puissances européennes ont vu leur attention détournée par des crises de politique extérieure ou intérieure dont la solution devait passer en premier lieu, ainsi que par des problèmes économiques et financiers. Ces facteurs ont imposé des compromis et la collaboration; on n'était tout de même pas prêt, pour les raisons les plus diverses, à régler le conflit au Pays-Bas par des moyens militaires, malgré le cliquetis des sabres. La Confédération germanique et la Grande-Bretagne contribuèrent d'une façon décisive, par leur politique, à la sauvegarde de la paix. Justement à propos de la Confédération germanique, la conception d'après laquelle la Confédération était manipulée par l'Autriche et la Prusse dans le sens de leurs intérêts, ne saurait être maintenue plus longtemps. En outre il convient de remarquer que la Grande-Bretagne, liée par une union personnelle avec le Hanovre, non seulement ne pouvait prendre d'influence sur la politique confédérale, mais aussi qu'elle était dépendante de la constellation politique confédérale. Les tentatives britanniques pour gagner la question belgo-luxembourgeoise en renforçant les forces libérales constitutionnelles dans la Confédération germanique contre l'Autriche et la Prusse échouèrent, mirent fin à la collaboration des grandes puissances et conduisirent à la formation de deux blocs idéologiques auxquels la Belgique et la Hollande furent coordonnées. Les tentatives des deux côtés pour étendre leur sphère d'influence furent menées avec des moyens politiques et économiques. Le rupture de l'alliance libérale, les tentatives russes pour se rapprocher de la Grande-Bretagne et la nouvelle orientation de la politique économique et commerciale britannique vis à vis de l'union douanière (coopération et investissement au lieu de confrontation) formèrent le clef pour le règlement définitif des bases de séparation entre la Hollande et la Belgique ainsi que pour l'avenir du Luxembourg.

Klaus HILDEBRAND

La création du Reich allemand vue par la politique britannique

L'article examine la question de savoir quelle attitude la Grande-Bretagne a prise à l'égard de la création du Reich allemand durant les années 1865 à 1878/9. Au centre de l'intérêt se trouve le problème de savoir si la politique mondiale britannique contemporaine, c'est à dire dans les années soixante et soixante-dix du XIX^e siècle, trouvait la création du Reich par Bismarck incompatible avec les intérêts britanniques et avec l'existence de l'ordre des états européens. Au moyen de documentation d'archives jusqu'ici partiellement inconnue, l'article traite des éléments et des problèmes fondamentaux des rapports britannico-prussiens ou britannico-allemands. Il en ressort les résultats suivants: Quoique des observateurs anglais ne voyaient l'absence d'avenir peut-être grave du Reich allemand nouvellement créé, aussi peu que ne leur apparaissaient invraisemblables les dangers possibles pour le statu quo européen, politique mondial et maritime provenant des futurs défis allemands, ils regardaient cependant, durant la période de temps considérée ici, l'existence de l'état national petit-allemand comme compatible en principe avec les intérêts de la Grande-Bretagne et les besoins de l'ordre des états européens. En dépit de cultures politiques très différentes, les rapports de la Grande-Bretagne avec la puissance continentale «à demi hégémoniale» nouvellement créée de la Prusse-Allemagne, dans les années soixante et soixante-dix du XIX^e siècle, peuvent être qualifiés de tout à fait normaux.

Nicolas PAPAYANIS

Collaboration et pacifisme en France pendant la première guerre mondiale

Alphonse Merrheim, secrétaire de la Fédération française des Ouvriers Métallurgistes de 1904 à 1923, fut un chef pacifiste central parmi les ouvriers syndicalistes révolutionnaires pendant la première guerre mondiale. Il transforma le journal de sa Fédération, «*l'Union des Métaux*», en une importante publication pacifiste, il organisa des meetings contre la guerre, il participa secrètement à la Conférence de Zimmerwald en 1915 et critiqua ouvertement les objectifs de guerre français. Merrheim rompit aussi publiquement avec Léon Jouhaux, son ami et secrétaire général de la «*Confédération Générale du Travail*» (CGT), parce que celui-ci, avec d'autres syndicalistes, avait rejoint un gouvernement de défense nationale contre l'invasion allemande. Merrheim s'indignait que la CGT ait suspendu ses congrès durant la guerre, une trêve de facto dans la lutte des classes, et que Jouhaux ait fait siennes les attitudes de guerre des alliés : savoir que l'Allemagne était la première responsable de la guerre, que seule une victoire des alliés pourrait assurer une paix juste et qu'un congrès des travailleurs ne pourrait avoir lieu qu'une fois que les alliés aient vaincu les puissance centrales. Pendant toute la guerre Merrheim se montra un adversaire intransigent de son gouvernement et de ces fonctionnaires de la CGT qui collaboraient avec lui.

Telle est en tout cas, la façon traditionnelle de voir les activités de Merrheim pendant la guerre. Faisant suite à cette impression, ses contemporains et les historiens d'aujourd'hui ont cru qu'après la guerre, Merrheim avait renoncé à ses objectifs révolutionnaires d'avant-guerre et avait trahi sa position pacifiste pour rejoindre Jouhaux contre ces syndicalistes qui désiraient tirer avantage de la désorganisation d'après-guerre pour reprendre activement la lutte contre l'état et le capitalisme et former un parti communiste révolutionnaire en France et rejoindre la Troisième Internationale. Merrheim lutta âprement contre ces efforts dans la CGT et joua vraiment le rôle central en faisant échouer les actions insurgées de grève de ses propres ouvriers métallurgistes en 1919, un mouvement qui aurait pu être le premier pas d'un processus révolutionnaire en France.

Mais ce que ses contemporains n'ont pas saisi – et ce que cet article révèle – c'est que les rapports de Merrheim avec son gouvernement, son attitude envers Jouhaux et son pacifisme étaient beaucoup plus nuancés qu'il n'apparaît en surface. En fait, durant la guerre, Merrheim, afin de protéger un travail organisé, apporta une aide calme et tacite aux efforts de son gouvernement. Cette contradiction – car Merrheim était vraiment un pacifiste sincère – démontre que son souci pour le bien-être de ses troupes et de leurs institutions l'emportait sur son engagement pour la révolution sociale ou pour un pacifisme intransigent. Du reste, une étude attentive du contenu du pacifisme de Merrheim indique qu'il était limité par d'importantes qualifications et ne comportait en fait aucune menace fondamentale contre l'effort de guerre français. Finalement, quoique l'hostilité de Merrheim à l'égard de la collaboration officielle de Jouhaux avec le gouvernement était réelle, Merrheim maintint aussi des liens étroits avec Jouhaux pendant la guerre, et ses attaques contre le secrétaire générale étaient en partie calculées pour forcer ce dernier de quitter l'union sacrée et restaurer de ce fait l'unité de la CGT.

Pour conclure, cet article réinterprète la façon traditionnelle de voir le pacifisme de Merrheim et ses relations avec Jouhaux et le gouvernement pendant la première guerre mondiale. Il utilise aussi des informations jusqu'ici inédites, empruntées aux lettres de Merrheim, et qui projettent une lumière nouvelle sur cette importante période.

Peter Claus HARTMANN

Le putsch de Hitler vu par les envoyés et ambassadeurs français en Allemagne (1923)

Partant de la constatation qu'il y a un grand nombre d'ouvrages sur le putsch de Hitler, mais qu'il reste malgré tout toujours des questions ouvertes, cet article entreprend d'analyser les rapports des diplomates français, documents qui ne furent pas encore étudiés (au sujet du putsch de Hitler). Cette analyse donne les résultats suivants:

Les observateurs français ont longtemps attendu le putsch. En désaccord avec la littérature historique, ils ont jugé que le général Lossow et le colonel de police Seisser avaient joué un rôle bien moins important pour les événements que le commissaire d'État von Kahr, dont ils soulignent le rôle primordial.

En accord avec Bonnin, Erdmann, Hofmann et Maser, et en désaccord avec Eyck, Schwarz et Gordon, ils n'ont pas cru que l'adhésion de Kahr au Bürgerbräukeller fût feinte, mais que ce fut une volte-face après son départ de l'assemblée.

Pour les observateurs français, ce sont les causes suivantes qui ont été responsables du changement d'attitude de Kahr et des mesures énergiques qu'il prit contre les putschistes:

Certaines influences du prince Rupprecht, du cardinal Faulhaber et des hommes politiques du parti populaire bavarois, ou au moins des milieux liés à ceux-ci.

Selon les rapports français, la dimension du putsch et l'importance de la mobilisation pendant la nuit du putsch ont été bien plus considérables qu'on le pense généralement dans la littérature historique. Cette mobilisation a été étouffée parce que M. von Kahr a très vite donné, après sa volte-face, des ordres de démobilisation et parce que, dans sa confusion, le commandement supérieur du *Kampfbund* se montra d'une totale insuffisance.

Pour les diplomates français, ce putsch et le procès ont été l'éclatement du conflit qui divisait depuis longtemps la Bavière en deux camps antagonistes de droite:

D'un côté les forces monarchistes, catholiques, particularistes se serrant autour des couleurs bleu-blanc et gouvernant par le parti populaire bavarois, et de l'autre les mouvements pangermanistes, unitaires et militaristes groupés autour de Ludendorff et Hitler.

Ce conflit s'est résolu — c'est ainsi que le voient les Français — pour un certain temps en faveur du premier groupe.

Marshall M. LEE

L'initiative allemande de réformer la Société des Nations:
L'échec de la politique allemande vis-à-vis la Société des Nations (1930-1932)

Dès le moment où fut fondée la Société des Nations il apparut clairement aux yeux de la Wilhelmstrasse que la SDN se trouvait sous la domination de la Grande-Bretagne et de la France. Entre 1919 et l'année de l'entrée de l'Allemagne dans l'organisation mondiale, en 1926, les relations entre l'Allemagne et la Grande-Bretagne se sont constamment améliorées. En dépit du rapport personnel étroit qui s'était développé entre Stresemann et Briand, les relations diplomatiques entre Berlin et Paris n'ont jamais approché l'état de cordialité qui a marqué les contacts anglo-allemands. C'est pourquoi il n'est pas surprenant qu'après avoir rallié la SDN, l'Allemagne ait cherché à réduire l'influence française à Genève.

Pendant les premières années de l'adhésion allemande à la SDN, sa politique au sein de l'organisation mondiale fut modérément couronnée de succès. Elle maintint à Genève ce que la Wilhelmstrasse appelait une attitude «correcte», marquant par ce

moyen des succès en mettant fin à l'IMCC en Allemagne, en plaçant des fonctionnaires allemands dans l'administration supérieure du secrétariat de la SDN et en faisant échouer un projet franco-polonais de pacte de non-aggression en 1927. Peu à peu cependant, la politique allemande au sein de la SDN devint plus bruyante et moins heureuse. Elle fut contrecarrée par l'absence de progrès dans les affaires de désarmement et de sécurité; son offensive hâtivement conçue des minorités échoua complètement en 1929. Au même moment où les Allemands commençaient à souffrir de frustration à la SDN, l'attention fut attirée par divers critiques britanniques et allemands de la SDN sur la nécessité de réformer le secrétariat de la SDN. Une telle réforme, assuraient les critiques, ferait naître une Société des Nations plus internationale, une société qui se rapprocherait davantage de l'esprit du traité. Une telle réforme, pensait la Wilhelmstrasse, réduirait l'influence anglo-française dans la SDN, améliorant ainsi la position allemande à Genève et permettant une plus grande chance de succès pour les initiatives allemandes.

L'effort allemand pour réformer le secrétariat de la SDN, qui débuta sérieusement en 1930, avait pour but de réduire l'influence française dans le secrétariat. Ce fut la dernière tentative importante de la Wilhelmstrasse dans la SDN. Tout d'abord Berlin essaya de s'allier avec Rome et Tokyo en vue de renforcer la position des trois contre Paris et Londres. Cependant, comme les négociations se prolongeaient, les Allemands se trouvèrent isolés et commencèrent par se contenter seulement du maintien du statu quo. Cependant la situation s'aggrava, car en 1932, avec la démission de Sir Eric Drummond, l'Anglais qui avait été secrétaire général depuis les origines de la SDN, les Allemands durent avaler l'amère pilule de Joseph Avenol, le Français qui succéda à Drummond comme secrétaire général. Les pires craintes allemandes s'étaient réalisées: la position française au sein du secrétariat n'était pas sapée, mais plutôt renforcée. La politique allemande de la SDN avait totalement échoué dans son objectif de réduire l'influence française à la SDN.

Vers la fin de 1932 la Wilhelmstrasse n'avait plus de politique de la SDN. Les initiatives allemandes avaient échoué et personne au Ministère des Affaires Etrangères n'avait idée de quelle façon l'Allemagne pourrait reconstruire sa position brisée à Genève. Il est clair alors que la politique allemande de la SDN était morte, bien avant l'essor de Hitler. Les détails de cet article sont tirés du matériel d'archives dans les Archives politiques du Ministère allemand des Affaires Etrangères, des Archives Fédérales à Coblenz, des Archives de la SDN, du Ministère français des Affaires Etrangères et du P.R.O. à Londres.

Franz KNIPPING

La diplomatie allemande et la France 1933-1936

On sait qu'après l'avènement du Troisième Reich, la politique étrangère de l'Allemagne fut en peu de temps dominée par Hitler et les conceptions nazistes. Ce fait n'a pourtant pas empêché que l'*Auswärtiges Amt*, qui, sous Neurath, savait longtemps conserver l'homogénéité de son personnel diplomatique, a continué de jouer son rôle – décroissant, certes, mais toujours considérable – dans les décisions prises. Surtout, les diplomates gardaient la possibilité de conserver ou de développer des conceptions indépendantes.

Ceci explique que dans les années 1933-1936 un contraste est discernible entre l'attitude de l'*Auswärtiges Amt* et celle de Hitler envers la France. Ce contraste reflétait les conceptions de base de ces deux secteurs du gouvernement. L'*Auswärtiges Amt* continuait avec la *Revisionspolitik* de tradition weimarienne, et par suite la France, en tant que bénéficiaire et ainsi avocat principal du système de Versailles, restait le point

de référence central de sa politique étrangère. Hitler, au contraire, préparait par sa politique l'irruption de l'Allemagne au rang de Puissance mondiale, et dans son programme la France avait principalement une place fonctionnelle.

La ligne générale que les diplomates ont continué de suivre après 1933 devient bien visible dans un mémorandum que le Secrétaire d'Etat von Bülow rédigea en mars 1933, et par la suite dans les positions défendues envers le réarmement, la réintégration de la Sarre et la rémilitarisation de la Rhénanie. Par la peur – un peu exagérée, comme il s'est avéré après coup – d'une confrontation militaire à l'Ouest, les diplomates n'ont pas cessé de prêcher la prudence et de freiner les impatiences des Nazis dans ces questions, sans hésiter néanmoins de se ranger à temps aux orientations prépondérantes.

Hans-Erich VOLKMANN

Aspects de l'économie militaire nazie de 1933 à 1936

La politique national-socialiste se trouvait, dès le début, alignée sur l'autarcie. Celle-ci ne doit pas être méprise comme voulant se suffire à elle-même. L'autarcie comportait, au contraire, la solution des problèmes économiques nationaux par la création d'un vaste espace économique placé sous la domination et la dépendance économique de l'Allemagne. Cet espace, dénommé également espace vital allemand, ne pouvait être érigé qu'en partie avec le concours de moyens économiques étrangers, puis, en définitive, à l'aide de moyens militaires. Le système appelé *Webrwirtschaft* devait proposer les conditions économiques militaires nécessaires. L'armement avait par conséquent la place prioritaire dans l'ensemble de l'économie du Troisième Reich. Le «nouveau plan» de 1934 visait à rendre le commerce extérieur de l'Allemagne, et particulièrement l'approvisionnement en matières premières et en denrées alimentaires indépendants des pays d'outre-mer et des blocus, en ayant pour cela recours à des pays dont la production, en cas de conflit, demeurerait inaccessible à l'ennemi. Si l'économie allemande, après 1933, se trouvait placée sous le postulat du réarmement, il fallait user de méthodes de dirigisme efficaces, afin d'orienter le processus économique dans la direction souhaitée. Il était nécessaire, en conséquence, de procéder à la dissolution des syndicats, de réorganiser les associations économiques, de réglementer et de freiner la consommation. Il s'agissait surtout d'augmenter les capacités de production de l'Allemagne et d'exploiter à fond les richesses minières et la main-d'œuvre. Dès 1936, l'économie nationale-socialiste avait atteint une première limite de sa capacité de rendement qui, pour être surmontée, exigeait un ultime effort consistant en particulier dans le développement intensif et l'utilisation croissante de produits synthétiques et de succédanés (essence, caoutchouc etc.) qui permettraient un approvisionnement suffisant, en vue d'un élargissement de la base économique grâce à des expansions territoriales. Le «plan de quatre ans», datant de l'automne 1936, servait par conséquent exclusivement aux préparatifs économiques en vue de la guerre.

Wilhelm DEIST

Sur le problème du réarmement allemand de 1933-1936

L'article cherche à montrer dans quelles conditions et dans quel but le commandement militaire allemand a engagé l'extension et la modernisation de l'instrument militaire de puissance du Reich.

A propos du problème des conditions il faut prendre en considération au moins trois facteurs: 1).— Premièrement, dans la seconde moitié des années vingt, on ne put en finir avec le fait que les clauses militaires du Traité de Versailles prévoyaient en fait la force numérique et la structure de l'armée, et qu'il ne fallait pas s'attendre, dans un proche avenir, à une révision négociée justement de cette partie du traité. La question devait se poser de savoir si une défense du territoire au sens militaire était de toute façon imaginable et raisonnable. A cela s'opposait le fait que la *Reichswehr*, dans ses prétentions, avait conscience d'être au sens traditionnel, l'instrument militaire de la sauvegarde de la souveraineté et de l'autorité de l'état, en plein accord avec la majorité de la nation et de ses représentants politiques. 2).— Deuxièmement, la notion de défense du territoire était conçue de façon profondément changée sous l'impression des expériences de la première guerre mondiale. Les préparatifs en cas de conflit impliquaient dorénavant en principe l'organisation militaire de toutes les ressources personnelles, matérielles et morales de la nation en faveur de la guerre. 3).— Finalement, la *Reichswehr* se trouvait, par rapport à la direction politique de la république, dans une situation caractérisée par le nom de Seeckt. Au milieu des années vingt, l'idée s'imposa cependant à l'intérieur du commandement de la *Reichswehr* que la mission de défense du territoire ne pouvait être remplie qu'en coopération avec l'exécutif national. Cela eut pour conséquence que, en ce qui concerne la défense du territoire, on reconnut expressément la primauté des décisions politiques et les contrôles du commandement de la *Reichswehr*.

Dans ces conditions, la *Reichswehr* essaya, pendant la deuxième moitié des années vingt, de remplir sa mission traditionnelle par une planification systématique d'armement, extrêmement limitée quant aux moyens financiers et cependant strictement coordonnée. Le premier et le deuxième plan d'armement et le plan de réorganisation de novembre 1932 furent en outre les éléments les plus importants des mesures prises dans le cadre d'une conception d'ensemble de la défense du territoire. Dès le début les programmes furent équivalents à la rupture des engagements internationaux et de prescriptions légales du Reich.

Le but consistait à mettre sur pied une armée de guerre de 21 divisions, laquelle devait être disponible au printemps de 1938. Grâce à cet instrument on croyait pouvoir assurer la défense du territoire du Reich situé face à la Pologne. Vis à vis de la France, on se voyait forcé, comme avant, d'user d'une tactique de combat retardatrice mobile, et on espérait pouvoir défendre le cœur du Reich assez longtemps pour qu'une intervention de la Société des Nations rende possible une solution politique du conflit.

L'objectif aussi bien que la méthode de l'armement changèrent avec le programme d'armement de décembre 1933, dans des conditions modifiées de politique intérieure et extérieure. Le programme du commandement de la *Reichswehr* prévoyait la formation d'une armée de paix de 21 divisions jusqu'au 31 mars 1938, et traitait uniquement du côté personnel du problème. L'objectif militaire du programme de décembre était, avec l'armée de guerre de 63 divisions à mobiliser en partant de l'armée de paix, de pouvoir mener «une guerre défensive sur plusieurs fronts avec quelques chances de succès». Les étapes ultérieures du réarmement dans les années 1935 et 1936 sont très étroitement liées à cet objectif militaire. Une guerre défensive sur plusieurs fronts n'était pas concevable sans l'introduction du service militaire obligatoire, sans la libre disposition du bassin de la Ruhr et sans la couverture militaire de la vallée du Rhin. Les plans militaires se trouvaient donc en plein accord avec les actions spectaculaires d'Hitler en mars 1935 et mars 1936.

Quant à la méthode, le programme de décembre mit fin à la coordination de la planification d'armement personnelle et matérielle atteinte en 1932. Pour équiper matériellement l'armée de paix des 21 divisions, on pouvait recourir au deuxième programme d'armement; toutefois pour assurer l'équipement et l'approvisionnement de l'armée de guerre envisagée, il n'existait aucun programme comparable à celui-là. L'absence de liaison entre les composants personnels et matériels est devenue le signe de tout le réarmement allemand après 1933. De même l'accélération rigoureuse qui

devait dépendre tant du côté politique que militaire de l'organisation personnelle de l'armée conduisit, depuis le milieu de 1934, au fait qu'à partir de ce moment il n'est plus possible de parler d'une opération de réarmement systématique et programmée à long terme.

A cela s'ajoute que, depuis 1933, le réarmement allemand est caractérisé par une expansion continuelle des forces armées partielles et de la pensée des forces armées partielles. A l'intérieur de l'appareil de commandement de la *Wehrmacht* et en particulier aussi de l'armée, on ne parvient plus à recenser les composantes particulières de l'armement au sens large, dans leur importance pour la conduite de la guerre et à les peser en conséquence. Entre les organisateurs planifiants de l'armement matériel, de l'organisation personnelle et de l'entrée en action de la *Wehrmacht* et de l'armée, la coordination tout à fait possible de la totalité selon les critères de la conception de défense territoriale globale développée par la *Reichswehr* elle-même, n'eut plus lieu.

Wolfram WETTE

La propagande nazie et la combativité allemande jusqu'en 1936

L'article traite de la question de savoir si la population allemande en 1936 était prête à la guerre au point de vue idéologique et psychologique. Il étudie en particulier le lien existant entre la propagande national-socialiste et la préparation à la guerre.

Tandis que le régime fasciste, dès le début, conduisait au point de vue matériel et personnel un cours de préparation à la guerre, l'appareil de propagande dirigé par Hitler et Goebbels mettait en scène une gigantesque manœuvre de mystification: d'innombrables protestations de la volonté de paix allemande devaient masquer le réarmement tout d'abord secret, puis ouvert à partir de 1935 et lui servir d'écran vers l'intérieur aussi bien que vers l'extérieur. La propagande de paix pratiquée durant des années de façon intensive tomba en contradiction croissante avec un autre but du régime, à savoir la «résurrection de la volonté de défense» qui devait tout d'abord être menée parallèlement au réarmement matériel. Pour éviter que la crédibilité des protestations de paix soit amoindrie, la propagande militaire, dans les premières années de la domination national-socialiste, se fit principalement sous une forme défensive. Cela veut dire qu'elle renonça à construire des images concrètes d'ennemis de politique extérieure et qu'elle glorifia à la place l'idéal du soldat et du héros. Grâce à ce mélange un peu surprenant de paroles de paix et d'éloges des vertus militaires, la direction de la propagande réussit à créer un climat d'opinion qui fit naître des conditions favorables pour le changement prévu pour plus tard d'une interprétation défensive à une interprétation agressive de la «volonté de défense».

Avec 1936 le régime commença lentement et peu à peu à lier ses protestations de paix à des allusions à la position de puissance recouvrée du Reich allemand. Cette combinaison de mots d'ordre de paix et de cliquetis de sabre, on peut l'observer déjà lors de l'occupation de la Rhénanie le 7 mars 1936. Le «disque pacifiste» (Hitler) avait, comme il ressort des rapports des instances de sondage d'opinion national-socialistes sur «l'état d'esprit et l'attitude» de la population allemande, créé des effets secondaires qui étaient en contradiction avec les intentions du régime. Les rapports de sondages d'opinion signalèrent des années durant une faible disposition des Allemands à la guerre. Effectivement la propagande national-socialiste n'a pas réussi jusqu'en 1939 à mobiliser psychologiquement la population pour la guerre projetée, ainsi que le régime s'était efforcé de le faire. Une disposition à la guerre comparable à celle d'août 1914 ne se manifesta pas en 1939, au début de la seconde guerre mondiale.

Et pourtant il y eut une sorte de préparation idéologico-psychologique à la guerre. Elle reposait entre autre sur les traditions de pensée autoritaires et militaristes répan-

dues en Allemagne qui, déjà avant la prise du pouvoir par la NSDAP, à savoir dans la phase finale de la République de Weimar, avaient connu un nouvel essor et qui avaient en même temps rejeté à l'arrière-plan les positions démocratiques et pacifistes, y compris les partis qui y étaient rattachés. Parmi les courants idéologiques prédominants du temps, on trouvait surtout cette opinion acceptée comme allant de soi que la guerre est un moyen légitime de politique. La vogue des produits culturels de tendance militariste qui s'est amorcée en 1929 avec le commencement de la crise économique mondiale, aida à préparer le terrain au fascisme et à sa politique ultérieure de guerre. L'habile propagande national-socialiste ainsi que la politique dictatoriale du régime contribuèrent de leur côté à faire naître, dans de larges parts de la population allemande, une « disposition latente à la guerre » qui pouvait être actualisée à tout moment.

Klaus HILDEBRAND

La politique d'Hitler à l'égard de la France jusqu'en 1936

Une comparaison entre la conception de la France telle qu'elle est esquissée pendant les années vingt dans son écrit-programme «*Mein Kampf*» d'une part, et la politique à l'égard de la France effectivement poursuivie par le *Führer* et chancelier de l'Allemagne national-socialiste après la prise du pouvoir, d'autre part, fait apparaître nettement un changement de jugement du «*facteur France*» dans l'évolution de la pensée d'Hitler. Cela s'explique par le fait qu'Hitler considérait toujours le rapport de l'empire allemand avec la France comme une fonction politique de force constante de ses représentations de la Russie fixées par programme et que, par conséquent, selon son estimation de la constellation internationale ainsi que des besoins nationaux, il se prononçait pour une politique étrangère allemande orientée vers une collaboration avec la France, ou ne tenant aucun compte de la France ou même tournée contre la France, avec un objectif soviétique.

C'est pourquoi la recherche par Hitler de la faveur de la France pendant la période considérée ici, ne doit pas s'expliquer en premier lieu comme une manœuvre tactique de duperie, ni être estimée comme une guerre psychologique menée de façon raffinée contre l'état d'alerte défensif français. Il s'agissait bien plutôt de la volonté subjectivement et sincèrement entretenue de créer avec les états parlementaires d'Europe, un accord en faveur d'une politique et d'une guerre du «*troisième Reich*» dirigées contre la Russie. Pour le cas où les puissances occidentales refuseraient de suivre ou de tolérer sa politique, Hitler se réservait comme alternative, la possibilité d'essayer sans la France et l'Angleterre ou pour ainsi dire «*à côté*» d'elles, de réaliser politiquement et militairement ses objectifs idéologiques. Mais, en dernière analyse, il envisagea toujours aussi, comme *ultima ratio*, de faire la guerre à l'Occident et de libérer par la lutte ses arrières afin de mener l'offensive prévue à l'Est. Mais dans tout les cas, sa politique vis à vis de la France et les projets d'alliance envisagés furent fonction de sa stratégie-programme. En ce sens Hitler essaya, entre 1933 et 1936, sans offrir il est vrai comme sujets de négociations les buts et les principes qu'il jugeait comme ne pouvant être abandonnés de sa politique étrangère, de surmonter, par la voie diplomatique, les différences politiques entre Berlin et Paris. Leur incompatibilité – qui dépassait le problème de la Russie séparant les deux nations – était sans doute essentiellement fondée sur le fait que la France n'aspirait pas à sauvegarder à presque n'importe quel prix la paix européenne, surtout pas aussi devant l'arrière-plan de l'état de la politique intérieure de la nation, alors qu'Hitler insistait en principe pour transformer révolutionnairement le statu quo européen.

Louis DUPEUX

René Capitant et l'analyse idéologique du nazisme (1934-1939)

René CAPITANT, professeur de droit constitutionnel à l'université de Strasbourg et future figure de proue du Gaullisme, doit sans doute à la pratique du droit comparé d'avoir été l'un des premiers et peut-être le plus lucide, ou le plus averti, des analystes français de l'hitlérisme. Entre 1934 et 1939, il publia dans la revue *L'Allemagne Contemporaine* une série d'articles qui s'efforçaient avec bonheur d'opérer une sorte de »décodage« du national-socialisme, à l'usage d'un public français et rationaliste. Il insistait précisément sur l'aspect de »révolution« (c'est-à-dire de »contre-révolution«) intellectuelle de cette doctrine; il l'interprétait à juste titre comme un »système« parfaitement cohérent en dépit de son caractère irrationnel . . . Il soulignait d'autre part que le national-socialisme ne pouvait être compris, dans son essence et sa pratique, si l'on s'en tenait à l'analyse simpliste qui voit en lui un simple instrument du grand capital. Parfaitement conscient de son caractère de restauration du Politique par rapport à l'Economique, il démontrait que l'Etat national-socialiste »utilisait« le capitalisme afin de réaliser une nouvelle sorte de »socialisme«, c'est-à-dire un ordre profondément anti-individualiste, dont les ressorts étaient la volonté de puissance et la mystique raciale. A la différence du libéralisme, dont il représentait »l'antithèse« la plus absolue, à la différence aussi du socialisme classique, le national-socialisme hitlérien ne se donnait pas pour but la justice, ou le bonheur collectif ou individuel; c'était, disait Capitant, une pure et simple et dangereuse »technique du pouvoir« . . .

Capitant multipliait les avertissements dans le domaine de la politique étrangère. Mais ce qui lui tenait particulièrement à cœur, c'était la »défense de l'humanisme« et de la liberté individuelle. Il est tout à fait certain que ses articles ont effectivement contribué à cette prise de conscience relativement précoce qui devait permettre le ralliement de nombreux intellectuels (et particulièrement de juristes) à l'action du général de Gaulle et à la Résistance.